



کد کنترل

668

D

آزمون ورودی دوره‌های کارشناسی ارشد ناپیوسته داخل - سال ۱۴۰۱

صبح جمعه
۱۴۰۱/۰۲/۳۰



«اگر دانشگاه اصلاح شود مملکت اصلاح می‌شود.»
امام خمینی (ره)

جمهوری اسلامی ایران
وزارت علوم، تحقیقات و فناوری
سازمان سنجش آموزش کشور

زبان فرانسه
حقوق - (کد ۱۱۲۶)

جدول مواد امتحانی، تعداد و شماره سؤال‌ها

ردیف	مواد امتحانی	تعداد سؤال	از شماره	تا شماره
۱	زبان فرانسه	۳۰	۱	۳۰

این آزمون نمره منفی دارد.

استفاده از کتاب قانون مجاز نیست.

* متقاضی گرامی، وارد نکردن مشخصات و امضا در کادر زیر، به منزله غیبت و حضور نداشتن در جلسه آزمون است.

اینجانب با شماره داوطلبی با آگاهی کامل، یکسان بودن شماره سندلی خود را با شماره داوطلبی مندرج در بالای کارت ورود به جلسه، بالای پاسخنامه و دفترچه سؤالها، نوع و کد کنترل درج شده بر روی دفترچه سؤالها و پایین پاسخنامه ام را تأیید می‌نمایم.

امضا:

متون حقوق به زبان فرانسه:

I – Cochez la réponse correcte:

- 1- La taxe foncière est un impôt local ----- le taux est fixé ----- collectivités locales. Elle est établie annuellement sur les propriétés situées en France, à l'exception de ----- sont expressément exonérées.

1) auquel / pour les / ce dont ils	2) dont / par les / celles qui en
3) duquel / des / ceux qui	4) que / aux / ceux qui y
- 2- N'est pas pénalement responsable la personne qui justifie -----, par une erreur sur le droit qu'elle ----- pas en mesure d'éviter, pouvoir légitimement accomplir l'acte.

1) croire / ne soit	2) étant cru / ne soit
3) avoir cru / n'était	4) ayant cru / n'y est
- 3- L'interdiction de faire appel public à l'épargne emporte prohibition, pour le placement de titres -----, d'avoir recours tant à des établissements de crédit, établissements financiers ou sociétés de bourse qu'à des procédés ----- publicité.

1) tels qu'il soit / dont la	2) tels qu'ils soient / quant à la
3) quel qu'il soit / quelconque de	4) quels qu'ils soient / quelconques de

II – Trouvez l'intrus dans les expressions soulignées:

- 4- Le droit civil traduit l'activité humaine en rapports judiciaires¹. Lorsqu'il s'agit des pouvoirs de l'homme sur les choses, on parle de biens². Lorsqu'il s'agit des relations des hommes entre eux, on parle d'obligations³. Par nature, appréciables en argent, biens et obligations font partie du patrimoine⁴.
- 5- La loi organique¹ a pour objet de fixer les modalités d'organisation de fonctionnement² des pouvoirs administratifs³, dans les matières limitativement énumérées par la Constitution⁴.

- 6- Le règlement doit être conforme aux textes qui lui sont supérieurs dans la hiérarchie : un ¹ arrêté ne doit pas violer un décret, un décret ne doit pas être contraire à une loi , ni à un ² traité international ni à la juridiction . ³
4

III – Complétez le texte suivant à l'aide des réponses proposées (7-12):

Lorsque la loi est (7) -----, obscure ou incomplète, le juge ne doit pas refuser de statuer, pour éviter que l'individu dont le droit est (8) ----- ne veuille se faire justice lui-même: le juge doit rendre une décision pour trancher (9) ----- . Le juge est autorisé par le législateur à créer une règle particulière pour (10) ----- le litige qui lui est soumis, en précisant, complétant ou adaptant (11) ----- . Pour que cette création ne soit pas arbitraire, le juge devra fournir une solution rationnelle. Il s'appuiera notamment sur les précédents judiciaires, et en particulier sur les arrêts du (12) -----, pour le droit public, et de la Cour de cassation, pour le droit privé.

- | | | | | |
|-----|-----------------------|--------------|---------------------------|----------------|
| 7- | 1) coite | 2) muette | 3) discrète | 4) réservée |
| 8- | 1) lésé | 2) favorisé | 3) priorisé | 4) agencé |
| 9- | 1) la paix | 2) le litige | 3) la caution | 4) l'accordace |
| 10- | 1) pressentir | 2) discuter | 3) résoudre | 4) présumer |
| 11- | 1) le règlement | 2) le droit | 3) le code | 4) la loi |
| 12- | 1) Conseil d'Etat | | 2) Cours des comptes | |
| | 3) Sécurité juridique | | 4) Tribunal administratif | |

IV – Lisez le texte suivant et répondez aux questions 13 à 18:

Lorsqu'une personne physique ou morale est dans l'incapacité de payer ses dettes, elle doit déclarer cet état de « cessation des paiements » au tribunal de commerce dans le ressort duquel est situé son domicile ou son siège social.

Les personnes physiques ou morales sont tenues d'effectuer le dépôt de bilan lorsqu'elles sont « dans l'impossibilité de faire face à leur passif exigible avec leur actif disponible ».

Le formulaire de cessation des paiements dûment rempli doit être accompagné de documents fournis par le débiteur: comptes annuels du dernier exercice, extrait d'immatriculation au RCS (Registre du commerce et des sociétés), situation de trésorerie datant de moins de 3 mois, état chiffré des créances et des dettes, inventaire des biens du débiteur, etc.

Lors de l'audience, le tribunal rend:

- soit un jugement d'ouverture de redressement judiciaire s'il estime que l'entreprise peut valablement être redressée;
- soit un jugement de liquidation judiciaire s'il estime que la situation de l'entreprise est irrémédiablement compromise.

- 13- D'après le texte ci-dessus, ----- sont en droit d'exiger l'exécution d'une prestation.
 1) les débiteurs 2) les repreneurs
 3) les créanciers 4) les emprunteurs
- 14- Caractérissez la situation selon le texte: « Lorsqu'un juge considère que la situation d'une société est sans espoir. »
 1) Offre de reprise
 2) Liquidation judiciaire
 3) Cessation de paiement
 4) Période d'observation et redressement judiciaire
- 15- Quel est le contraire de « créance »?
 1) Crédit 2) Offre 3) Actif 4) Dette
- 16- Le passif (souligné dans le texte), c'est -----.
 1) ce que l'entreprise doit
 2) ce que l'entreprise possède
 3) la somme dont on est créancier
 4) l'ensemble des effets qui seront recouverts et des remboursements de rentes
- 17- Après la lecture du texte, dites de quelle démarche s'agit-il? « G. Delipe fait des propositions pour relancer les activités de la société Planit. »
 1) Offre de reprise
 2) Inventaire des biens
 3) Transmission / cession d'entreprise
 4) Enregistrement d'une nouvelle société
- 18- Qui s'occupe de quoi? « Assurer la liquidation judiciaire d'une entreprise ».
 1) RCS
 2) Tribunal de commerce
 3) Ministère du commerce
 4) Chambre de commerce et d'industrie

V – Lisez le texte suivant et répondez aux questions 19 à 24:

Il n'y a point de crime ou de délit sans intention de le commettre. Toutefois, lorsque la loi le prévoit, il y a délit en cas de mise en danger délibérée de la personne d'autrui. Dans le cas prévu par l'alinéa qui précède, les personnes physiques qui n'ont pas causé directement le dommage, mais qui ont créé ou contribué à créer la situation qui a permis la réalisation du dommage ou qui n'ont pas pris les mesures permettant de l'éviter, sont responsables pénalement s'il est établi qu'elles ont, soit violé de façon manifestement délibérée une obligation particulière de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement, soit commis une faute caractérisée et qui exposait autrui à un risque d'une particulière gravité qu'elles ne pouvaient ignorer.

- 19- Quelle est l'idée générale de cet article?
 1) Des peines pénales. 2) La responsabilité pénale.
 3) Des atteintes à la personne humaine. 4) Des atteintes à la vie de la personne.

- 20- **Suivant ce texte, -----.**
 1) il y a délit même sans intention de le commettre
 2) il y a crime même sans intention de le commettre
 3) il n'y a pas de délit sans intention de le commettre
 4) il n'y a pas de faute sans intention de la commettre
- 21- **Dans ce texte, l'adjectif « délibérée » signifie « -----».**
 1) spontanée
 2) inconsciente
 3) automatique
 4) ce qui ne prète pas à hésitation
- 22- **Quel item sur l'emploi de l'adverbe coordonnant « Toutefois » dans ce texte est correct?**
 1) Avec une nuance de réfutation, il marque le passage à une étape nouvelle.
 2) Il constitue une objection de nature à mettre en doute la vérité de ce qui précède.
 3) Il comporte une négation explicite qui porte sur un élément ayant la même catégorie syntaxique.
 4) Il pose deux faits qui s'opposent sans que le deuxième ait le pouvoir de détruire la valeur du premier.
- 23- **Le mot « elles » souligné dans le texte se réfère à quel mot?**
 1) Mesures
 2) Situations
 3) Personnes
 4) Réalisations
- 24- **D'après ce texte, quel item est vrai?**
 1) Les personnes morales qui ont causé directement le dommage peuvent en être responsables.
 2) Les personnes physiques qui n'ont pas causé directement le dommage peuvent en être responsables.
 3) Les personnes physiques qui n'ont pas causé indirectement le dommage peuvent en être responsables.
 4) Les personnes morales, qui en cas de faute d'imprudence, ont causé le dommage ne peuvent pas en être responsables.

VI – Lisez le texte suivant et répondez aux questions 25 à 30:

La vente est une convention par laquelle une personne dite le vendeur cède, à une autre personne dite l'acheteur, ses droits de propriété sur une chose ou une valeur lui appartenant. La forme n'influe pas sur la qualification du contrat qui peut faire l'objet soit, d'un écrit, soit d'une simple convention verbale. La cession peut porter sur un bien corporel ou sur des droits. La cession de créance ou transport de créance, la cession de la nue-propriété ou de l'usufruit portant sur un bien ou sur un ensemble de biens et de droits comme la cession d'un fonds de commerce, d'une clientèle ou d'un brevet d'invention constituent des ventes.

- 25- **Quelle est l'idée générale de ce texte?**
 1) Un article de la Constitution sur l'achat et la vente dans la société.
 2) Les conditions nécessaires pour la conclusion d'un contrat.
 3) La définition de vente dans la terminologie juridique.
 4) Les conditions nécessaires d'un achat.

- 26- **Suivant ce texte, «un bien» est -----.**
- 1) une chose matérielle qui fait l'objet d'une appropriation privée
 - 2) une série de droits moraux, perpétuels, imprescriptibles et inaliénables
 - 3) une chose matérielle qui fait l'objet d'une appropriation privée ou publique
 - 4) l'ensemble des dispositions interprétatives qui dans un Etat déterminé, règlent le statut des personnes
- 27- **« Un brevet » dans ce passage signifie -----.**
- 1) la copie d'un document émanant d'une juridiction
 - 2) le titre délivré aux inventeurs par un institut national
 - 3) l'original d'un document émanant d'une juridiction ou d'un officier public
 - 4) un acte dont les notaires ne conservent qu'une copie et qui est délivré en original à l'intéressé
- 28- **Le mot « laquelle » souligné dans le texte se réfère à quel mot?**
- 1) Convention 2) Personne 3) Chose 4) Vente
- 29- **Qu'est-ce qu'on entend par « Fonds de commerce » dans ce texte?**
- 1) Le droit au bail et le nom commercial d'une unité économique.
 - 2) Des éléments incorporels, tels que la clientèle et l'achalandage.
 - 3) Des éléments corporels, tels que le matériel, les marchandises et les équipements.
 - 4) Un ensemble d'éléments concourant à constituer une unité économique dont l'objet est de nature commerciale.
- 30- **Quelle affirmation est vraie suivant ce passage?**
- 1) La cession de créance est une vente.
 - 2) Le transport de créance ne constitue pas une vente.
 - 3) L'usufruit n'est pas une vente sauf s'il s'agit de la cession d'un fonds de commerce.
 - 4) La cession de la nue-propiété n'est pas une vente sauf dans la cession d'un fonds de commerce.



